

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

SOLIDARITE
PALESTINE

**BOYCOTT
DES PRODUITS
ISRAELIENS**

- **La rentrée politique**
- **Sonjé Sèptanm 70**
- **Libération de patriotes cubains emprisonnés aux USA**
- **Boycott des produits israéliens**
- **Solidarité Palestine**
- **L'alternative à l'incinérateur**
- **Les classes sociales**

CONTRE LE COLONIALISME PLUS QUE JAMAIS RENFORÇONS NOTRE LUTTE

En cette période dite de « rentrée » les travailleurs martiniquais, les jeunes, les chômeurs auraient bien tort de se laisser endormir par le ronron des politiciens se gargarisant sur leur bonne gestion à l'occasion de leurs innombrables commémorations, fêtes patronales manifestations festives en tout genre, actions « sécuritaires », visite de chantiers médiatisées à souhait afin que chacun comprenne que nous sommes en de bonnes mains.

Ils auraient tout aussi tort de se laisser berner par les propos rassurants des gouvernants de la France qui tout en caressant dans le sens du poil a bien vite montré qu'il était lui aussi (mais faut-il s'en étonner) au service exclusif du grand patronat, des puissances d'argent et des partisans du maintien du système de domination coloniale.

Propos alarmistes ? Oh que non ! limitons nous aux faits.

132 ans après l'insurrection du sud qui avait mis en lumière le caractère raciste et de classe de la justice coloniale aux ordres des békés ne voit-on pas encore cette même justice manœuvrer pour éliminer une entreprise martiniquaise (« jet aviation service ») de l'aéroport au profit d'une compagnie béké. Le blablabla sur l'égalité est une chose, la réalité en est une autre. Celle d'une société coloniale où les colonisés doivent en permanence lutter d'arrache pied pour leur dignité.

Les élus martiniquais qui avaient cru qu'ils servaient à quelque chose

en planchant des heures durant (devant les caméras de télévision s'il vous plaît) sur « l'avenir institutionnel » et qui ont rédigé rapport après rapport dans le cadre du fameux congrès ne savent même plus le sort réservé à leurs chères études par le nouveau gouvernement de la France. Une fois de plus il est établi que même pour la mise en œuvre de réformes (qui ne changeront rien du tout) c'est le pouvoir colonial qui décide en définitive.

Après la loi d'orientation des socialistes nous voici avec la promesse d'une loi programme décidée par la droite française. Parfaite illustration de notre situation de pays dominé, asservi ou nous n'avons aucun pouvoir de décision pour tout ce qui est essentiel. Nos « élus » en échange de quelques prébendes s'en accommodent parfaitement. Mais devons-nous encore longtemps tolérer notre mise à l'écart en permanence à l'heure où tous les peuples du monde quelle que soit leur dimension, leur situation géographique, leurs atouts, leur handicap rejettent la domination et font valoir leur droit à la souveraineté.

En refusant à plus de 60 % de participer à des élections qui ne transforment rien. Une bonne partie des martiniquais montre de manière plus ou moins consciente qu'elle ne fait plus confiance ni à la classe politique ni aux institutions coloniales pour un changement significatif. En ce sens ils ont totalement raison. Quelle confiance accorder à une classe politique qui se vautre dans l'assimilationnisme,

qui ne pense qu'à couillonner l'électeur pour assurer sa réélection qu'à ses petits avantages qu'aux honneurs (mais pas à l'honneur) ?

Quel crédit accorder à un gouvernement de la France coloniale qui ne consent chichement qu'une misérable augmentation du SMIC de l'ordre de 2 % quand il a le culot d'augmenter les « salaires » des ministres de 70 %, de remettre en cause les 35 heures, de faire des cadeaux royaux au patronat en abaissant ou en supprimant ses charges sociales quand dans le même temps les profits des multinationales atteignent des montants faramineux et que les salaires de leurs dirigeants varient entre 100 et 1000 fois le SMIC (ou parfois davantage)

Comment ne pas être sur ses gardes quand les alliés des Etats-Unis du même gouvernement pour masquer la faillite de leur économie jouent les va-t-en guerre en pressant leurs complices habituels d'approuver une criminelle intervention militaire en Irak ou en encourageant la folie meurtrière du gouvernement israélien contre le peuple palestinien.

Oui nous avons toutes les raisons en notre qualité de martiniquais, de patriotes, de travailleurs, de chômeurs, de jeunes, d'hommes et de femmes solidaires des luttes du monde de prendre toute notre part aux mobilisations de demain.

GLORIYE PATRIYOT SEPTANM 1870

Les évènements de septembre 1870 se situent à un moment charnière de l'histoire de notre pays. Cette insurrection a des caractéristiques particulières qu'on ne retrouve ni dans les luttes anti-serviles d'avant 1848, ni dans les luttes ouvrières qui apparaîtront à compter de 1900.

On peut considérer qu'il y a trois caractéristiques essentielles à cette insurrection qui en font un évènement majeur de notre histoire.

Premièrement, les éléments historiques en notre possession, en dépit des difficultés à connaître l'exacte vérité vu l'absence d'écrits émanant des insurgés eux-mêmes, permettent de penser que cette insurrection a été pensée, réfléchie par un groupe d'hommes et de femmes sachant parfaitement ce qu'ils faisaient et voulaient. Nous ne sommes pas en présence d'une simple révolte spontanée contre la misère et l'exploitation. S'il est vrai par exemple que l'affaire Lubin (ce jeune nègre incarcéré après avoir tenté de se venger de l'agression d'un blanc) a un rôle mobilisateur dans l'insurrection, il reste indéniable que même sans cela, un mouvement insurrectionnel était en préparation.

Deuxièmement, pour la première fois est posée la question essentielle de la possession de la terre. Il faut bien voir que l'insurrection du Sud a lieu 22 ans après l'abolition de l'esclavage et suite au régime impérial de Napoléon III. Si les esclaves avaient arraché leur liberté, celle-ci était formelle. Il n'existait pour eux pratiquement aucune

possibilité de pouvoir échapper au travail sur les habitations des anciens maîtres. Les grands moyens de production (terres, usines à sucre) étaient toujours aux mains de la caste blanche. Dans le sud du pays, une petite classe de petits paysans avait réussi à se constituer, elle sera le fer de lance et le moteur de l'insurrection. On retrouvera aussi parmi les insurgés une partie des « Congos » qui avait été déportés après l'abolition de l'esclavage. Leur revendication est celle de la terre. D'ailleurs dans le peu de jours où l'insurrection dominera, on a assisté à un début de partage des terres des békés. Les insurgés ne se battent donc pas pour obtenir une simple amélioration de leurs conditions de vie mais avant tout pour avoir à leur disposition un outil de travail essentiel, la terre. En cela, le mouvement insurrectionnel se distingue de tout ce qui va suivre car il faudra attendre un siècle, pour que soit remise à l'ordre du jour la question d'une authentique réforme agraire qui ne peut passer que par l'expropriation de la terre aux mains des descendants des esclavagistes.

Troisièmement, cette révolte a un caractère nationaliste. Les insurgés ne s'opposent pas seulement à la caste béké pour la terre mais aussi au colonialisme. C'est une révolte frontale et pas simplement une lutte contre les conséquences du colonialisme. C'est la présence française, alliée des békés, qui est directement remise en cause. On sait que les insurgés vont se réjouir de la défaite française à Sedan contre la Prusse et qu'ils allèrent brandir un drapeau (rouge et noir)

ou (rouge-vert-noir). Ainsi, c'est la première fois depuis la résistance des Caraïbes au début du XVII siècle que la présence française est remise ainsi en cause. Là encore, il faudra attendre près d'un siècle pour que cette question soit à nouveau posée.

Cette insurrection a par la suite été reléguée aux oubliettes de l'histoire. Comme pour la révolution abolitionniste, le colonialisme, aidé en cela par le mouvement assimilationniste, a voulu ôter de la mémoire de notre peuple que ses ancêtres avaient résisté à l'oppression.

Se rappeler l'Insurrection du Sud n'est donc pas une simple commémoration. Il s'agit avant tout d'une part de voir que notre peuple a une histoire (avec ses héros, ses défaites, ses victoires) qui lui est propre et différente de celle de la France et d'autre part de constater que les questions posées en 1870, celles de la terre et du contrôle de notre destin, sont toujours d'actualité.

Pour le PKLS l'Insurrection de Septembre 1870 est un moment tout aussi capital que celui du 22 mai 1848. Si l'abolition de l'esclavage a été une étape dans la libération de l'homme martiniquais, 1870 est un moment fort de la prise de conscience collective de notre peuple et une étape dans la prise en main de son destin.

Il nous appartient de l'intégrer et de l'assumer en héritiers dignes des valeureux combattants qui écrivirent cette glorieuse page de l'histoire de notre peuple.

Malgré l'Abominable horreur, Palestine vaincra !

Depuis la création de l'Etat d'Israël, la Palestine est une terre en permanence arrosée du sang de ses fils.

Les massacres perpétrés par les dirigeants israéliens sont l'illustration concrète de ce que la politique d'Israël a toujours eu comme objectif : supprimer tous les autres occupants de cette terre que les juifs considèrent leur, en les contraignant à l'exil ou en les massacrant. Au nom du ciel, ils usurpent la terre des autres.

Longue serait la liste de toutes les terribles cruautés dont ont fait preuve les militaires israéliens, chaque fois récompensés et glorifiés pour leurs méfaits par les autorités israéliennes et reconnus comme héros par les israéliens qui leur confient la direction du pays, en sont des exemples patents récents Barak et Sharon.

L'horreur d'aujourd'hui est la conséquence de cette politique jamais dénoncée, toujours couverte, par ces pays qui se prétendent détenteurs de la démocratie, des droits de l'homme ; la flagrante complicité des USA et de l'Union Européenne est explicite.

Oui, c'est parce que les grandes puissances ont encouragé la création d'un Etat illégal et illégitime, raciste, sur une base religieuse, et l'ont toujours soutenu, malgré les vérités cachées et révélées, que les Israéliens se considèrent autorisés aujourd'hui à massacrer au su de tous, à user des pratiques chères aux fascistes de tout acabit et aux nazis.

En agissant ainsi Ariel Sharon, Shimon Pères et leurs acolytes pensent que « la solution définitive de la question palestinienne est trouvée » comme le pensaient les nazis pour les juifs, les tziganes et

autres non aryens, en les envoyant dans les camps, les chambres à gaz et les fours crématoires. Mais la leçon de l'histoire semble n'avoir nullement éclairer les sionistes et pro-sionistes de tout poil qui alimentent politiquement,



moralement et financièrement Israël.

Certes, immenses sont les souffrances que subissent les palestiniens victimes de l'holocauste israélien, et les traces resteront indélébiles dans les consciences comme les tatouages sur les rescapés des camps nazis de la guerre 39 – 45.

Mais le martyr de ce peuple est celui de tous les colonisés, de tous les dominés et chaque palestinien assassiné, c'est l'humanité qui est maltraitée.

Nul doute que vient le jour où les droits du peuple palestinien triompheront avec la morale et la justice face à l'iniquité et l'immoralité des dirigeants israéliens et les démagogues de ceux qui les soutiennent.

Avec le peuple palestinien les peuples continuent de payer le prix de la politique impérialiste conduite

par les nantis de ce monde.

A ceux qui se cachent derrière les actes menés par les palestiniens il suffirait qu'ils se rappellent cette maxime de Robespierre « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs ».

Tous, épris de justice, d'humanité, nous devons nous lever et sans honte ni scrupule dénoncer fermement les exactions des israéliens et exiger que soient jugés tous ces criminels de guerre, les instigateurs et les artisans de ce génocide.

Celui qui se lève aujourd'hui pour la Palestine, se lève contre l'horreur et l'abominable, il se met debout pour la libération des peuples et l'émancipation de l'homme.

C'est ce camp, celui de la vertu et du courage que nous avons choisi !

**Palestine
Vaincra !**

**Comité Solidarité
Martinique-Palestine
70 rue Lamartine
97200 Fort-de-France**

05 96 72 65 72

Poignées d'éternels autoproclamés élus des cieux
Poignées d'éternels autoproclamés mandatés des cieux
Poignées d'éternels sélectionneurs du rang humain
Messies autoproclamés de la propriété de l'Univers
Délégant par monts et par vaux leurs missionnaires
Ceux du MONT SION s'arrogant la plus large palme rédemptrice.
Ceux du MONT SION traquant impitoyablement le moindre brin de mécréance.
Ceux du MONT SION suscitant légitimement des colonies d'infidèles.
Infidèles à leur insupportable kidnapping des moindres coins et recoins
de l'Univers
Parmi ces légitimes infidèles le peuple palestinien
Peuple palestinien, peuple nous-mêmes
Parce que déclaré non-élu par ceux-là même
Peuple palestinien, peuple nous-même
Peuple ciblé, peuple disqualifié, peuple pourchassé, peuple menacé de
zigouyage.
Pour tout cela peuple condamné à être
Peuple mapipi, peuple silex, peuple acier trempé, peuple goyave,
Peuple marron, peuple gaouleur, peuple intifadateur, peuple fédayineur.
Dombal peuple fondateur de nouveaux
Dombal peuple fécondateur de champs d'honneur de partout
Et singulièrement de LA PALESTINE sevrée à tout jamais de
Tous les SHARON, de tous le SHARON.

Gabriel LUCE

Dans les différents systèmes sociaux, il existe des classes. Celles-ci ont été définies par Lénine ainsi :

« On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historique défini de production sociale, par leur rapport vis à vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail donc par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent »

Dans la société capitaliste, les classes fondamentales sont la bourgeoisie et la classe ouvrière qui s'opposent en permanence dans une lutte de classes multiformes. Ces deux classes sont antagonistes et ont entre elles des rapports d'exploitation.

Dans la société socialiste, les classes principales sont la classe ouvrière et la paysannerie qui sont des classes alliées. Il n'existe pas d'antagonisme de classes sous le socialisme. L'exploitation d'une classe par une autre n'existe pas.

Dans la société communiste, l'homogénéité sociale amènera la disparition des classes.

En Martinique, outre la bourgeoisie et la classe ouvrière, il existe une petite bourgeoisie importante composée de couches diverses (professions libérales, artisans, commerçants, agriculteurs...) et un nombre important de chômeurs qui souvent n'ont jamais travaillé.

Ces couches peuvent être amenées à jouer un rôle important en union avec la classe ouvrière pour la libération de notre patrie.

Le PKLS sur Internet

<http://site.voila.fr/pkls/>
pkls@hotmail.com

Tou lé jédi
8 tè - 10 zè oswè
PKLS ka bay lavwa
Asou RFA 93.6 èk 105.9

PATRIYOT

Directeur de la publication : J.
P. ETILE
Dépôt légal : septembre 2002
P.K.L.S. - BP 1036
Fort-de-France CEDEX
Imprimerie FLAP

DESTABILISATION EN « KANAKY/ NOUVELLE-CALEDONIE » !

Une stratégie de MANIPULATIONS et de « COUPS TORDUS »

Il s'agit d'extraits d'un communiqué de Mr Roch Wamytan, responsable politique du FNLKS. Nous ne pouvons pas publier ce document ce documents de 8 pages. Nous pouvons donner une copie électronique à ceux qui le souhaitent via notre site.

«Le FLNKS qui représente les intérêts et les Droits légitimes du Peuple KANAK dans la perspective de construction d'un ETAT en devenir, constitue par voie de conséquence l'obstacle majeur à la maîtrise par la France d'une de ses dernières colonies.

Dans la plus pure tradition coloniale, tous les coups sont permis pour neutraliser le FLNKS. Il est réduit à sa plus simple expression : une coquille vidée de sa substance, ses fonctions sont alors diluées et assurées soit par les partis politiques, soit par les exécutifs et les institutions coutumières où le combat pour le droit des peuples autochtones peut remplacer insidieusement celui du droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Le FLNKS est écrêté par la tête, ses responsables sont « retournés » ou pire, pour les plus récalcitrants, éliminés politiquement ou physiquement.» - Le moindre signe de tension entre les Communautés Kanak et Wallisien/Futunien est exploité de façon éhontée.

- Dresser les Kanak contre les Kanak lors de la grève organisée par les par le Syndicat des Ouvriers et Employés de la Nouvelle-Calédonie(SOENC) section Mines pour protester contre la mise en chômage partiel de 360 employés de la SMSP.

- Après les différents Congrès des Partis composant le FLNKS, en novembre 2001, les deux congrès du 17 novembre et 22 décembre 2001 avaient pour objet de procéder à une réorganisation en profondeur et à la désignation du nouveau Président. La réorganisation est donc en chantier et le FLNKS se trouve momentanément sans Président depuis le 17 novembre 2001. L'ampleur des déstabilisations constatées, arrivera t-elle à point nommé pour ceux qui souhaitent la mort programmée de cette instance suprême de la représentation Kanak ?

-La réunion des comités des signataires à Paris a été l'occasion pour le FLNKS de dénoncer le non-respect des engagements de l'Accord de Nouméa. Au nom du discours du gouvernement français « Tout Va Bien Madame la Marquise », les points litigieux ont été minimisés :

- le FLNKS est largement marginalisé au sein de l'exécutif qui dirige la Kanaky

- Assassinat politique de Pierre DECLERCO, Secrétaire Général de l'Union Calédonienne (UC) en septembre 1981

- Assassinat d'Eloi MACHORO en 1985

- Assassinat de Jean-Marie TJIBAOU et Y. YEIWENE en mai 1989

- Disparition presque systématique des leaders Kanak occupant des postes importants (Henri WETTA et Théophile PONGA conseillers RPCR à la Province NORD morts de crise cardiaque, Jacques IEKAWÉ 1er Préfet Kanak décédé d'un cancer foudroyant à quelques mois d'exercer sa fonction de Secrétaire Général de la Communauté du Pacifique Sud (CPS), Raphaël PIDJOT PDG de la SMSP disparu dans un « accident » d'hélicoptère, Clément VENDEGOU tué dans un accident de voiture au moment de l'installation de projets miniers dans le Sud...).« Retournement » de leaders Indépendantistes qui se retrouvent opposés à leur propre camp, parfois en alliance avec la droite locale ou en relais direct de la politique de l'Etat Français.

Il est évident que la déstabilisation profite à tous ceux qui sont opposés à l'Indépendance de la KANAKY/ NELLE Calédonie....»

POU PKLS PE BAY LAVWA, nous faisons appel à votre contribution financière

Depuis plusieurs années, le P.K.L.S. (Pati Kominis pou Lendépendans ek Sosyalizm) organise chaque semaine, le jeudi de 20 à 22 heures une émission sur les ondes de RFA (Radio Fréquence Atlantique, sur 93.6 et 105.9 MHz).

Le coût de cette émission représente une charge financière importante pour le PKLS.

Notre Parti qui ne bénéficie d'aucune subvention publique ne peut compter que sur l'effort des militants ou sympathisants. Cette émission de radio est un élément d'informations et d'analyses politiques. Elle se doit, selon nous de subsister et de se développer.

Il s'agit d'une voix qui dit sa vérité et ses vérités chaque semaine. Nous vous appelons à apporter votre contribution pour qu'elle continue à se faire entendre.

LE TRI-RECYCLAGE, UNE SOLUTION ALTERNATIVE A L'INCINERATEUR

Sommet de Johannesburg, un échec prévisible

Notre article sur l'incinérateur a suscité beaucoup de réactions notamment quand aux solutions alternatives que nous pouvions proposer. Pour certaines personnes, l'incinérateur semble être la seule solution bien que cette position ne soit jamais argumentée sérieusement.

Constatons d'abord que nos critiques commencent à se vérifier. Normalement, avant d'incinérer les déchets ils doivent être triés. Or aucun tri ne se fait depuis sa mise en service. La cheminée qui était prévue à une certaine hauteur a été réduite pour ne pas gêner la sécurité des vols aériens.

Nous le soulignons de nouveau, l'incinérateur et singulièrement celui de Dillon pose plus de problèmes qu'il n'en règle et constitue une menace pour tous ceux qui habitent les alentours mais aussi pour tout le reste du pays.

Par quoi peut-on le remplacer ?

Le tri-recyclage est une alternative qui existe dans bon nombre de pays et qui donne des résultats satisfaisants. Les possibilités sont multiples et dépendent bien sûr du type de déchet qu'on a à traiter, déchets industriels, déchets ménagers, déchets organiques etc. Une partie du problème se trouve avant même la production des déchets. Nous ne pouvons pas faire l'économie de la réflexion sur notre mode de consommation, sur les matériaux d'emballage, sur l'utilisation de certains produits. Des principes simples doivent guider la politique dans cette matière.

- Le principe de précaution qui exige de ne pas utiliser un produit qu'on ne sait pas traiter

- Réduire au maximum les emballages évite le gaspillage et diminue la production de déchets.

- Utiliser des produits qu'on peut recycler soit pour en faire un autre produit (le bois pour le papier) soit pour un nouveau conditionnement (acier, verre). En voici quelques exemples : le verre redevient bouteille, les journaux et magazines renaissent sous forme de cartons ou papier journal, les métaux sont refondus et transformés, les bouteilles en plastique deviennent tuyaux, tubes téléphoniques et même pull-over...

En tant que consommateurs on peut refuser d'acheter les produits qui ne respectent pas ces règles pour obliger les industriels à utiliser des produits non toxiques et facilement recyclables.

A un niveau individuel, et bien sûr pour ceux qui ont un jardin, on peut faire son compost (fumier) soi-même. Cela permet de réduire la production d'ordures ménagères à faire collecter et à faire traiter collectivement. On peut utiliser les épluchures de légumes, les restes de repas, déchets de jardin, autres déchets organiques. On évite ainsi d'utiliser des engrais qui coûtent chers et dont on ne sait pas les conséquences sur l'environnement. Cette solution peut être collective pour les gens vivant en ville.

Il n'y a donc aucune fatalité. Et quand bien même il existe des déchets qu'on ne sait pas traiter actuellement, il conviendrait de les stocker dans des lieux appropriés et sécurisés en attendant une solution adéquate. Les brûler dans les conditions actuelles relèvent de l'inconscient ou du je m'en foutisme!

En 1992, un sommet dit de la planète pour un développement durable, avait fixé une série d'orientations et d'objectifs à atteindre à travers ce qu'ils ont nommé l'Agenda 21. En septembre 2002, force est de constater que pratiquement rien n'a été fait de manière significative même il y a une plus grande conscience des problèmes. Pourtant, les sommets ont succédé aux sommets : Rio en 1992, la Conférence du Caire en 1994, Copenhague en 1995, Pékin en 1996, Istanbul en 1996, Rome en 1996...

La pollution augmente, les atteintes à l'environnement se multiplient, l'atmosphère se réchauffe dangereusement ; dans le même temps la pauvreté et la précarité touchent de plus en plus de monde pendant qu'une minorité continue de s'enrichir le plus cyniquement du monde. Il apparaît clairement que le développement capitaliste est le contraire d'un développement durable.

Il s'agit d'un système qui ne se préoccupe ni de l'environnement, ni des ressources naturelles et encore moins de populations.

Le développement durable suppose que l'homme et l'environnement soient mis aux centres des préoccupations : pas d'exploitation de l'homme par l'homme, satisfactions des besoins essentiels des populations (travail, santé, nutrition...), respect des droits des peuples, suppression de la dette immonde des pays pauvres, maintien des équilibres naturels, préservation des ressources et des savoirs humains... En clair, il ne saurait avoir un développement durable dans le capitalisme. Pour le développement durable, il faut abattre le capitalisme. Ce n'était pas l'objectif du Sommet de Johannesburg.

PRODUITS ISRAËLIENS : BOYCOTT TOTAL

Manifestons concrètement notre solidarité au peuple palestinien ! Boycottons les produits israéliens !

A travers le monde une campagne de boycott des produits israéliens est lancée. Chacun de nous peut contribuer au succès de cette initiative qui peut influencer sur la politique d'Israël comme ce fut par le passé contre l'apartheid d'Afrique du Sud.

Ayons le réflexe de refuser tout ce qui est « made in Israël » ou « produit d'Israël » ou qui sont fabriqués par des sociétés israéliennes.

Les produits ayant le code 729 proviennent d'Israël même si n'est pas inscrit la provenance.

Usons aussi de cette possibilité pour arrêter Israël dans sa politique inhumaine. Ayons un geste de solidarité !

Pour la libération des 5 patriotes cubains Antonio, Fernando, Gerardo, Ramon, René

Depuis plus de quarante ans les divers gouvernements des USA ont mené une politique agressive contre le peuple cubain, imposant un blocus inhumain, organisant de multiples attentats et divers actes de terrorisme.

Face à cela au nom de la légitime défense et du droit à la souveraineté Cuba s'est organisée pour contrer les opérations préparées par les USA et leurs complices de la communauté mafieuse anticubaine principalement basée à Miami.

Des Cubains qui cherchaient à recueillir des informations sur les organisations de ceux qui perpétuent ces actes contre leur pays ont été découverts.

Cinq accusés d'espionnage sont emprisonnés depuis quatre ans dans les geôles des USA et après un procès illégal, bâclé, vicié, inique, purgent des peines de plusieurs décennies à la perpétuité.

Devant ce déni de justice, une campagne internationale est en cours pour obtenir la libération de

ces cinq patriotes cubains prisonniers politiques de l'impérialisme et leur retour dans leur pays.

Nous appelons les Martiniquais à apporter leur soutien aux patriotes cubains

Antonio GUERRERO, Fernando GONZALEZ, Gerardo HERNANDEZ, Ramon LABANINO, René GONZALEZ, emprisonnés injustement aux USA.

Nous les invitons à participer aux initiatives qui seront prises dans ce sens.

Vous pouvez leur exprimer votre solidarité dans la langue que vous voulez sur des cartes de la Martinique qui leur seront remises.

Vous pouvez remettre vos cartes au

**Comité Martiniquais de Solidarité avec le Peuple Cubain
B.P. 8 – 97232 LAMENTIN.**

**Faisons entendre notre voix !
Exigeons la libération des cinq !**

Interdiction de Batasuna, Solidarité avec le peuple Basque

En interdisant l'organisation politique basque Batasuna, le gouvernement espagnol du Parti Populaire -dirigé par José Maria Aznar qui occupe actuellement la présidence de l'Union Européenne -essaie de criminaliser le mouvement indépendantiste basque dans son ensemble.

Il s'agit, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, de terroriser et de criminaliser tous ceux qui ne sont pas d'accord avec leur système. C'est une manière, justement, d'empêcher que cette organisation ne puisse présenter des candidats lors des élections de 2003 et de 2004.

Il s'agit d'interdire l'expression politique indépendantiste et socialiste qui à ce jour dispose de 800 élus, conseillers, maires, parlementaires et aussi d'un parlementaire européen, et qui, surtout, recueille plus de 250.000 voix sur un total de 2 millions d'inscrits.

C'est une illustration supplémentaire de la conception de la démocratie qu'ont ces états capitalistes, les USA en tête. De la Colombie à l'Afghanistan passant par la Palestine occupée, ils imposent par la force et le terrorisme leur système qui bafouent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est le contraire de la démocratie. Nous affirmons notre solidarité avec le Peuple Basque dans sa lutte pour son émancipation.

<http://ww.batasuna.org>